

Face à la xénophobie et à la politique du pilori liberté, égalité, fraternité

4 septembre 1870 : naissance de la 3^{ème} République après la reddition à Sedan de Napoléon III dit Napoléon le Petit

4 septembre 2010 : pour une renaissance de la République laïque, démocratique et sociale, mise à mal par le gouvernement Sarkozy

La section CGT-INRA du centre INRA-PACA fait sienne les objectifs fixés par les associations organisatrices des rassemblements (voir appel ci-dessous) et vous invite à signer la pétition en ligne <http://nonalapolitiquedupilori.org/>.

La section CGT-INRA du centre INRA-PACA vous invitent à participer aux rassemblements organisés dans les grandes villes de notre région *sensus largo*

Villes	Lieu du rassemblement	Heure
Aix-en-Provence	place de la Rotonde	11h00
Ajaccio	devant la préfecture de Corse	17h00.
Alès	devant le théâtre	17h00
Avignon	boulevard Limbert devant la préfecture	10h30
Cannes	devant le Monument aux Morts et la Mairie	14h30
Grenoble	place du marché de la Villeneuve Gare SNCF Jonction : place André Malraux	14h00 14h30
Marseille	le Vieux Port	14h30
Nice	Place Garibaldi	14h00
Nîmes	Médiathèque / Maison carrée	14h00
Salon-de-Provence	Hôtel de ville	10h00
Toulon	place de la Liberté	10h00
Valence	Tour de l'Europe – quartier Fontbarlettes	??

Les plus hautes autorités de l'Etat ont fait le choix de jeter à la vindicte publique des catégories entières de population : Roms et Gens du voyage accusés comme les étrangers d'être des fauteurs de troubles, Français d'origine étrangère sur lesquels pèserait la menace d'être déchus de leur nationalité, parents d'enfants délinquants, etc. Voici que le président de la République accorde aussi les vieux mensonges d'une immigration coûteuse et assimilée à la délinquance, et offre ainsi à la stigmatisation des millions de personnes en raison de leur origine ou de leur situation sociale.

Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche ne s'inscrit pas dans le débat légitime, dans une démocratie, sur la manière d'assurer la sûreté républicaine. Le nécessaire respect de l'ordre public n'a pas à être utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires, ni pour instituer des peines de prison automatiques, contraires aux principes fondamentaux du droit pénal, à l'indépendance de la justice et à l'individualisation des peines.

La Constitution de la France, République laïque, démocratique et sociale, assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Nul, pas plus les élus de la nation que quiconque, n'a le droit de fouler au pied la Constitution et les principes les plus fondamentaux de la République.

Notre conscience nous interdit de nous taire et de laisser faire ce qui conduit à mettre en péril la paix civile.

Nous appelons à une manifestation le samedi 4 septembre 2010, place de la République à Paris, à 14h00, et partout en France, afin de fêter le 140e anniversaire d'une République que nous voulons plus que jamais, libre, égale et fraternelle.